

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nicole Bouffard, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 4 mars 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Labelle

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Labelle (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Labelle au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Labelle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer,

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

L'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Daniel Tétreault CPA inc.
Amos, le 4 mars 2021

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	4 906 689	4 994 126	4 856 457
Compensations tenant lieu de taxes	2	124 753	136 363	131 054
Quotes-parts	3			
Transferts	4	217 010	664 533	323 186
Services rendus	5	194 151	221 083	277 727
Imposition de droits	6	192 431	329 602	295 549
Amendes et pénalités	7	36 000	41 473	46 045
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	65 000	40 460	82 551
Autres revenus	10	101 000	72 223	123 978
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 837 034	6 499 863	6 136 547
Charges				
Administration générale	14	857 159	870 848	814 435
Sécurité publique	15	628 412	675 627	677 478
Transport	16	1 453 644	2 076 583	2 168 249
Hygiène du milieu	17	763 538	1 181 721	1 064 190
Santé et bien-être	18	247 109	247 997	242 736
Aménagement, urbanisme et développement	19	367 949	346 121	269 994
Loisirs et culture	20	926 185	1 003 261	967 878
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	103 994	50 076	133 253
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 347 990	6 452 234	6 338 213
Excédent (déficit) de l'exercice	25	489 044	47 629	(201 666)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 670 068	13 871 734
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		13 670 068	13 871 734
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		13 717 697	13 670 068

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 407 568	2 216 322
Débiteurs (note 5)	2	1 888 634	1 766 114
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	125 834	79 783
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 422 036	4 062 219
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	415 682	1 072 777
Revenus reportés (note 12)	12	334 793	261 983
Dettes à long terme (note 13)	13	3 632 397	3 721 535
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	4 382 872	5 056 295
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	39 164	(994 076)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	13 590 018	14 517 293
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	39 530	35 079
Stocks de fournitures	20	36 703	24 851
Autres actifs non financiers (note 18)	21	12 282	86 921
	22	13 678 533	14 664 144
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	13 717 697	13 670 068

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2020</u>	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	489 044	47 629	(201 666)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	230 539)	(734 796)
Produit de cession	3			72 450
Amortissement	4		1 102 540	1 162 764
(Gain) perte sur cession	5			59 711
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		872 001	560 129
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(4 451)	(4 373)
Variation des stocks de fournitures	10		(11 852)	16 641
Variation des autres actifs non financiers	11		74 639	(80 526)
	12		58 336	(68 258)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		55 274	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	489 044	1 033 240	290 205
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(994 076)	(1 284 281)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(994 076)	(1 284 281)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		39 164	(994 076)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	47 629	(201 666)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	1 102 540	1 162 764
Autres			
▪	3	55 274	59 711
▪	4		
	5	1 205 443	1 020 809
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(122 520)	548 743
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(657 095)	465 698
Revenus reportés	9	72 810	6 457
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(46 051)	(194)
Propriétés destinées à la revente	11	(4 451)	(4 373)
Stocks de fournitures	12	(11 852)	16 641
Autres actifs non financiers	13	74 639	(80 526)
	14	510 923	1 973 255
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(230 539)	(734 796)
Produit de cession	16		72 450
	17	(230 539)	(662 346)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	444 726	
Remboursement de la dette à long terme	24	(540 357)	(477 995)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 493	6 860
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(89 138)	(471 135)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	191 246	839 774
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 216 322	1 376 548
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 216 322	1 376 548
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 407 568	2 216 322

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité participe à un partenariat avec la Municipalité de La Minerve.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Ce partenariat, dont la Municipalité de La Minerve est mandataire, a pour objet l'opération et l'administration d'un service de collecte des matières résiduelles. Lors de la fin du partenariat, le partage des actifs et passifs se fera à parts égales entre les deux municipalités participantes.

Les états financiers incluent la quote-part de ce partenariat revenant à la Municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers.

Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les durées de vie utiles des actifs à long terme, les provisions à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent des deux grandes catégories suivantes :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;

Les débiteurs;

Les prêts;

Les placements de portefeuille;

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent;

Les participations dans des entreprises municipales et partenariats commerciaux;

Les actifs au titre des avantages sociaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésoreries, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les marges de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements au titre d'investissements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

Les immobilisations;

Les propriétés destinées à la revente;

Les stocks de fournitures;

Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement : 10 et 20 ans

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passées en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks de fourniture

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

N/A

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;

Les emprunts bancaires;

Les crédettes et charges à payer;

Les revenus reportés;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Les dettes à long terme;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constations des revenus

Les taxes se rapportant à l'exercice visé sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traités par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les revenus de placement portefeuille sont comptabilisés

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créanciers et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

La Municipalité n'applique pas de façon anticipée la norme du chapitre SP 3450 sur les instruments financiers.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 407 568	2 216 322
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 407 568	2 216 322
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	349 264	308 690
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		4 451
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	801 107	894 544
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	553 296	328 405
Organismes municipaux	15	23 519	116 699
Autres			
▪ Autres	16	161 448	113 325
▪	17		
	18	1 888 634	1 766 114
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	643 015	738 303
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	643 015	738 303
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	39 325	35 914

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

	2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	125 834
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	79 783
	37	125 834
	37	125 834
	37	79 783
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	92 944
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	134 028
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	
Régimes de retraite des élus municipaux	42	7 363
	43	7 219
	43	100 307
	43	141 247

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	
Autres	45	
	46	

Note**10. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'un emprunt autorisé de 1 000 000 \$, taux de base, sans garantie, renouvelable annuellement et ce aux fins de ses activités courantes.

11. Crédoeurs et charges à payer

	2020	2019
Fournisseurs	47	196 436
Salaires et avantages sociaux	48	836 183
Dépôts et retenues de garantie	49	197 310
Provision pour contestations d'évaluation	50	193 830
Autres		
▪ Intérêts sur la dette	51	21 936
▪ Autres	52	34 351
▪	53	8 413
▪	54	
▪	55	
	56	415 682
	56	1 072 777

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	30 697	19 323
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	155 556	106 167
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	118 007	123 399
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Transferts	67	30 533	13 094
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	334 793	261 983

Note

Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques

Solde au début:	106 167 \$
Encaisse en 2020:	63 228
Virement au revenus 2020:	<u>-13 839</u>
Solde à la fin:	155 556 \$

Fonds de parcs et terrains de jeux

Solde au début:	123 399 \$
Encaisse en 2020:	22 466
Virement au revenus 2020:	<u>-27 858</u>
Solde à la fin:	118 007 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,59	4,40	2021	2025	72	3 500 600	3 492 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux	2,19		2022		77	11 741	17 427
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,82	4,37	2025		78	133 255	231 800
Autres					79		
					80	3 645 596	3 741 227
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(13 199)	(19 692)
					82	3 632 397	3 721 535

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		457 540	44 074	5 810	507 424
2022	84		471 840	40 483	5 931	518 254
2023	85		482 540	16 505		499 045
2024	86		297 640	17 241		314 881
2025	87		208 540	14 952		223 492
2026 et plus	88		1 582 500			1 582 500
	89		3 500 600	133 255	11 741	3 645 596
Intérêts et frais accessoires	90		()		()	
	91		3 500 600	133 255	11 741	3 645 596

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	39 164	(994 076)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	39 164	(994 076)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	5 648 429	798		5 649 227
Eaux usées	104	6 914 187	17 100		6 931 287
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	5 683 845			5 683 845
Autres					
▪	106	1 343 959			1 343 959
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	4 252 698	64 666		4 317 364
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	3 781 152		100 851	3 680 301
Ameublement et équipement de bureau	112	676 010	10 290		686 300
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 029 561	137 685		1 167 246
Terrains	114	477 342			477 342
Autres	115				
	116	29 807 183	230 539	100 851	29 936 871
Immobilisations en cours	117				
	118	29 807 183	230 539	100 851	29 936 871
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	2 701 156	145 858		2 847 014
Eaux usées	120	4 493 740	179 222		4 672 962
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	3 416 443	283 791		3 700 234
Autres					
▪ Autres	122	617 130	51 415		668 545
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	1 317 607	115 324		1 432 931
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	1 601 635	213 578	45 577	1 769 636
Ameublement et équipement de bureau	128	590 458	20 392		610 850
Machinerie, outillage et équipement divers	129	551 721	92 960		644 681
Autres	130				
	131	15 289 890	1 102 540	45 577	16 346 853
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	14 517 293			13 590 018
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	39 530	35 079
	139	39 530	35 079
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	39 530	35 079

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ FPA	142	12 282	86 921
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	12 282	86 921

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 838 829 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2020	-	386 576 \$
2021	-	222 832 \$
2022	-	229 421 \$

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

Au cours de l'exercice 2017, la Municipalité a cautionné un prêt de 12 809,34 \$ pour l'acquisition d'un véhicule récréatif Defender 2018 par le Club de ski de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en novembre 2021.

B) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

C) Poursuites

N/A

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 906 689	4 994 126			4 994 126	4 856 457
Compensations tenant lieu de taxes	2	124 753	136 363			136 363	131 054
Quotes-parts	3						
Transferts	4	194 151	635 767			635 767	277 463
Services rendus	5	217 010	221 083			221 083	277 727
Imposition de droits	6	192 431	329 602			329 602	295 549
Amendes et pénalités	7	36 000	41 473			41 473	46 045
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	65 000	40 460			40 460	82 551
Autres revenus	10	101 000	44 365			44 365	98 323
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	5 837 034	6 443 239			6 443 239	6 065 169
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		28 766			28 766	45 723
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		27 858			27 858	2 804
Autres	18						22 851
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		56 624			56 624	71 378
	21	5 837 034	6 499 863			6 499 863	6 136 547
Charges							
Administration générale	22	857 159	833 801	37 047		870 848	814 435
Sécurité publique	23	628 412	619 092	56 535		675 627	677 478
Transport	24	1 453 644	1 591 447	485 136		2 076 583	2 168 249
Hygiène du milieu	25	763 538	811 430	370 291		1 181 721	1 064 190
Santé et bien-être	26	247 109	247 997			247 997	242 736
Aménagement, urbanisme et développement	27	367 949	338 125	7 996		346 121	269 994
Loisirs et culture	28	926 185	857 726	145 535		1 003 261	967 878
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	103 994	50 076			50 076	133 253
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		1 102 540	(1 102 540)			
	33	5 347 990	6 452 234			6 452 234	6 338 213
Excédent (déficit) de l'exercice	34	489 044	47 629			47 629	(201 666)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	489 044	47 629	(201 666)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	56 624 )(	71 378)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	489 044	(8 995)	(273 044)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 102 540	1 162 764
Produit de cession	5			72 450
(Gain) perte sur cession	6			59 711
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 102 540	1 294 925
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	364 460 )(	445 069 )(	385 400)
	18	(364 460)	(445 069)	(385 400)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	17 663 )(	33 383 )(	32 430)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		174 691	162 212
Excédent de fonctionnement affecté	21	102 046	187 500	43 371
Réserves financières et fonds réservés	22	(208 967)	(121 130)	(272 829)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(124 584)	207 678	(99 676)
	26	(489 044)	865 149	809 849
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		856 154	536 805

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	56 624	71 378
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	38 534))
Sécurité publique	3 (	5 587)	41 591)
Transport	4 (	21 259)	597 512)
Hygiène du milieu	5 (	24 144)	2 100)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	51 005)
Loisirs et culture	8 (	141 015)	42 588)
Réseau d'électricité	9 ())
	10 (	230 539)	734 796)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	4 450)	4 373)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	500 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	33 383	32 430
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	96 155	58 772
Excédent de fonctionnement affecté	16	38 223	10 106
Réserves financières et fonds réservés	17	10 604	91 658
	18	178 365	192 966
	19	443 376	(546 203)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	500 000	(474 825)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	1 871 310	1 716 104	1 591 125
Charges sociales	2	424 453	406 948	381 177
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	2 347 309	2 523 737	2 495 273
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	81 164	73 297	103 585
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	22 830	22 830	23 002
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		(46 051)	6 666
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	458 952	470 593	415 943
Transferts	13			
Autres	14	8 350	4 355	24 087
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	128 322	171 667	131 856
Amortissement des immobilisations	17		1 102 540	1 162 764
Autres				
▪ Créances douteuses	18		3 411	1 753
▪ Réclamation de dommages	19	1 300	2 678	862
▪ Subventions	20	4 000	125	120
	21	5 347 990	6 452 234	6 338 213

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 434 462	1 286 290
Excédent de fonctionnement affecté	1 104 475	893 063
Réserves financières et fonds réservés	551 793	438 878
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(174 500)	(190 800)
Financement des investissements en cours		(497 611)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	10 801 467	11 740 248
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	13 717 697	13 670 068

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 434 462	1 286 290
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 434 462	1 286 290

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Égoûts	12	338 244	318 811
▪ Aqueduc	13	176 385	154 382
▪ Refonte urbanisme	14	63 000	63 000
▪ Investissements futurs	15	460 846	254 824
▪ Budget suivant	16	66 000	102 046
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 104 475	893 063
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 104 475	893 063

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Flotte de véhicules	27 448 510	266 726
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	448 510 266 726
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 98 697	84 493
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 4 586	87 659
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	103 283 172 152
	48	551 793 438 878

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 ()(
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 (	174 500)(
▪	73 ()(
	74 (	174 500)(
190 800)		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	174 500)(
190 800)		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 ()	(497 611)
	84	(497 611)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	13 590 018
Propriétés destinées à la revente	86	39 530
Prêts	87	14 517 293
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	35 079
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90	13 629 548
Ajustements aux éléments d'actif	91	14 552 372
	92	13 629 548
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (3 632 397)	(3 721 535)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (13 199)	(19 692)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	643 015
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	174 500
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (2 828 081)	(2 812 124)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (2 828 081)	(2 812 124)
	101	10 801 467
		11 740 248

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la Municipalité

Aucun nouvel effet de l'application de la loi n'a affecté la Municipalité de Labelle au cours de l'exercice 2018.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 79 783	79 589
Charge de l'exercice	4 (92 944 )(	134 028)
Cotisations versées par l'employeur	5 138 995	134 222
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 125 834	79 783

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 3 904 734	3 377 466
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (3 620 218)	(3 180 485)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 284 516	196 981
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (135 748)	(106 290)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 148 768	90 691
Provision pour moins-value	12 (22 934)	(10 908)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 125 834	79 783
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 3 904 734	3 377 466
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (3 620 218)	(3 180 485)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ((284 516))	((196 981))
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 199 752	188 688
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 199 752	188 688
Cotisations salariales des employés	21 (93 569)	(85 864)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 106 183	102 824
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (2 269)	26 078
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 103 914	128 902
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 162 483	148 421
Rendement espéré des actifs	33 (173 453)	(143 295)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (10 970)	5 126
Charge de l'exercice	35 92 944	134 028

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	426 768	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()	143 295)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	283 473	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40	61 407	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	3 377 466	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	2,50 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	2 185	2 140
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	7 363	7 219
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	<u>122</u>	<u>7 363</u>	<u>7 219</u>
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 367 006	3 423 180	3 303 844
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	59 851	60 945	94 017
Activités de fonctionnement	3	362 034	368 034	339 019
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	17 282	17 691	16 841
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 806 173	3 869 850	3 753 721
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	202 451	205 442	215 681
Égout	11	160 874	164 233	152 999
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	383 294	385 609	366 651
Autres				
▪ Environnement	14	58 627	58 404	58 684
▪ Licence de chien	15	2 415	3 590	3 116
▪ Contrôle des insectes piqueurs	16	227 285	239 747	238 558
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 000	15 219	16 231
Service de la dette	18	51 570	52 032	50 816
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 100 516	1 124 276	1 102 736
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 100 516	1 124 276	1 102 736
	27	4 906 689	4 994 126	4 856 457

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	7 248	7 238	7 504
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	539	518	552
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	82 444	88 041	82 444
	32	90 231	95 797	90 500
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	23 430	27 492	27 507
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	8 711	10 646	10 650
	36	32 141	38 138	38 157
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	122 372	133 935	128 657
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 458	1 467	1 442
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	923	961	955
Taxes d'affaires	44			
	45	2 381	2 428	2 397
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	124 753	136 363	131 054

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55		4 314	2 803
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	77 427	172 237	135 778
Enlèvement de la neige	59	77 427	127 591	77 427
Autres	60	6 219	6 219	8 241
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	2 004	12 888	2 726
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	18 000	26 235	21 393
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		207 985	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	13 074	16 569	29 095
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité				
	90			
	91	194 151	574 038	277 463

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94	3 071	10 000
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	17 100	
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		19 318
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	8 595	16 405
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité			
	129		
	130	28 766	45 723

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		41 372	
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138		20 357	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140			
	141		61 729	
TOTAL DES TRANSFERTS	142	194 151	664 533	323 186

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147	26 000	5 748	10 968
Sécurité incendie	148	3 000	3 000	3 000
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	29 000	8 748	13 968
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	2 650	3 815	2 646
Enlèvement de la neige	153	2 650	3 324	2 646
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	5 300	7 139	5 292
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	34 300	15 887	19 260

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	25 760	28 313	41 421
	188	25 760	28 313	41 421
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190	12 500	11 875	22 280
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	12 500	11 875	22 280
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196	96 000	108 260	119 090
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	96 000	108 260	119 090
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204	1 200	14 165	4 925
Réseaux d'égout	205			
	206	1 000	14 405	8 953
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	1 650	5 417	4 200
Matières recyclables	208	1 500	3 281	3 940
Autres	209	150	646	470
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212			
	213	5 500	37 914	22 488

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	2 400	1 826	3 311
	222	2 400	1 826	3 311
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	39 900	17 008	39 967
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	650		9 910
Autres	225			
	226	40 550	17 008	49 877
Réseau d'électricité				
	227			
	228	182 710	205 196	258 467
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	217 010	221 083	277 727

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	18 900	22 783	16 845
Droits de mutation immobilière	231	163 928	292 980	250 012
Droits sur les carrières et sablières	232	9 603	13 839	28 692
Autres	233			
	234	192 431	329 602	295 549
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	36 000	41 473	46 045
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	65 000	40 460	82 551
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			(59 711)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		27 858	2 804
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243	81 000	34 644	149 487
Autres contributions	244			22 851
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	20 000	9 721	8 547
	247	101 000	72 223	123 978
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	136 125	127 330	370	127 700	120 448
Greffe et application de la loi	2	143 247	101 392	211	101 603	112 507
Gestion financière et administrative	3	514 254	545 779	36 466	582 245	517 723
Évaluation	4	53 928	53 723		53 723	52 516
Gestion du personnel	5	8 305	2 899		2 899	10 379
Autres						
▪ Récl. dommages	6	1 300	2 678		2 678	862
▪	7					
	8	857 159	833 801	37 047	870 848	814 435
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	375 940	377 159		377 159	356 482
Sécurité incendie	10	232 739	221 617	56 228	277 845	302 827
Sécurité civile	11	2 705	7 479	307	7 786	713
Autres	12	17 028	12 837		12 837	17 456
	13	628 412	619 092	56 535	675 627	677 478
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	850 693	959 752	430 370	1 390 122	1 345 412
Enlèvement de la neige	15	555 670	578 616	36 759	615 375	721 910
Éclairage des rues	16	24 475	26 744	7 587	34 331	36 549
Circulation et stationnement	17	5 350	8 985	10 420	19 405	16 840
Transport collectif						
Transport en commun	18	17 456	17 350		17 350	16 856
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					30 682
	22	1 453 644	1 591 447	485 136	2 076 583	2 168 249

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	98 590	99 429	2 086	101 515	108 634
Réseau de distribution de l'eau potable	24	54 461	29 561	148 025	177 586	191 513
Traitement des eaux usées	25	72 669	84 029	162 494	246 523	223 802
Réseaux d'égout	26	48 521	65 476	16 727	82 203	62 920
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	75 567	86 878	38 752	125 630	109 783
Élimination	28	195 281	205 371		205 371	178 547
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	97 142	86 262		86 262	51 755
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	50 767	86 147		86 147	74 507
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	34					
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	70 540	68 277		68 277	60 522
Autres	39			2 207	2 207	2 207
	40	763 538	811 430	370 291	1 181 721	1 064 190
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	18 000	18 888		18 888	17 013
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	229 109	229 109		229 109	225 723
	44	247 109	247 997		247 997	242 736

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	297 208	247 473	7 996	255 469	168 074
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	16 473	41 253		41 253	43 158
Tourisme	49	52 048	47 730		47 730	54 957
Autres	50	2 220	1 669		1 669	3 805
Autres	51					
	52	367 949	338 125	7 996	346 121	269 994
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	25 516	27 476	56 274	83 750	73 531
Patinoires intérieures et extérieures	54	31 808	24 343	14 152	38 495	42 713
Piscines, plages et ports de plaisance	55	93 697	86 959	4 593	91 552	101 630
Parcs et terrains de jeux	56	293 515	241 604	47 765	289 369	274 689
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	306 782	291 407	9 921	301 328	291 322
	60	751 318	671 789	132 705	804 494	783 885
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	171 136	182 220	12 830	195 050	181 553
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	3 731	3 717		3 717	2 440
	66	174 867	185 937	12 830	198 767	183 993
	67	926 185	857 726	145 535	1 003 261	967 878

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	103 994	96 127		96 127	126 587
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(46 051)		(46 051)	5 126
Autres	72					1 540
	73	103 994	50 076		50 076	133 253
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		1 102 540 (	1 102 540)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	798	2 100
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	17 100	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		9 362
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		34 863
Édifices communautaires et récréatifs	14	64 666	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		589 269
Ameublement et équipement de bureau	18	10 290	3 357
Machinerie, outillage et équipement divers	19	137 685	87 420
Terrains	20		8 425
Autres	21		
	22	230 539	734 796

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	798	2 100
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	17 100	
Autres infrastructures	27		9 362
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	212 641	723 334
	34	230 539	734 796

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	87 659	2 788	85 462
Fonds d'amortissement	4			4 985
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	632 888		112 300
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 282 377	441 938	247 307
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	3 002 924	444 726	445 069
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	738 303		95 288
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	738 303		95 288
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14	738 303		95 288
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	738 303		95 288
	19	3 741 227	444 726	540 357
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	3 741 227	444 726	540 357
				3 645 596

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 645 596
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 985
Débiteurs	9	643 015
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	2 997 596
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	2 997 596
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	2 997 596
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	2 997 596
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	53 928	53 723	52 516
Autres	3	96 158	95 792	89 974
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 186	3 174	3 179
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	17 456	17 350	16 856
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	256 645	269 096	223 077
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	16 473	16 411	18 882
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	11 375	11 330	11 459
Activités culturelles	23	3 731	3 717	
Réseau d'électricité				
	24			
	25	458 952	470 593	415 943

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	230 539	734 796
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	230 539	734 796

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	40,00	9 756,00	272 467	68 460	340 927
Professionnels	2						
Cols blancs	3	8,00	35,00	13 887,00	387 111	97 265	484 376
Cols bleus	4	14,00	40,00	29 716,00	829 310	208 372	1 037 682
Policiers	5						
Pompiers	6	2,00	40,00	4 484,00	127 619	15 360	142 979
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,00		57 843,00	1 616 507	389 457	2 005 964
Élus	9	7,00			99 597	17 491	117 088
	10	36,00			1 716 104	406 948	2 123 052

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	635 767	28 766			664 533
	17	635 767	28 766			664 533

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(13 497)	8 342
	4	(13 497)	8 342
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	15 628	8 312
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	15 628	8 312
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		29 059
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		29 059
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	14 412	16 656
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		6
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 913	3 599
Matières recyclables	21	1 913	3 599
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	18 238	23 860
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	4 132	4 591
Autres	34		
	35	4 132	4 591
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	25 575	59 089
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	25 575	59 089
Réseau d'électricité			
	40		
	41	50 076	133 253

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Robert Bergeron	Maire	21 316	10 658		
Patrice Charette	Conseiller	7 105	3 553		
Michel Lefebvre	Conseiller	7 105	3 553		
Gaétan Marier	Conseiller	7 105	3 553		
Louise Gaudreau	Conseiller	7 105	3 553		
Yvan Guindon	Conseiller	7 105	3 553		
Réjean Nantel	Conseiller	7 105	3 553		

Note

La rémunération versée par les organismes mandataires sera déclarée par eux.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 200 000 | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|--|---|-------------------------------------|---|--------------------------|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | 63 228 | | | \$ |

- | | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|--|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> | |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|--|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10				\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11				\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12				\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13				\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14				\$
Ligne 13 : Débiteurs	15				\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17				\$
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18				\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19				\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 22 466 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ 22 500 \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ 255 181 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ 578 616 \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ 986 496 \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ 1 565 112 \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____ 038.02.2021
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____ 2021-02-15
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ 322.12.2015
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2015-12-14
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Labelle | 78120 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Municipalité de Labelle

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Labelle (ci-après la municipalité) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'«état»).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les «exigences légales»).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau» du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit du tableau au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

Daniel Tétreault CPA inc.
Amos, le 4 mars 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	4 994 126
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	22 500
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	22 500
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	322 779
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	15 219
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	3 590
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	4 675 038

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	422 310 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	425 637 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	423 974 050

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,1027 / 100 \$
--	----	-----------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 512 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	54 380
Activités de fonctionnement	3	369 422
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	(14 325)
	9	3 921 877

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	230 963
Égout	11	166 092
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	422 720
Autres		
▪ Environnement	14	75 343
▪ Insectes piqueurs	15	239 287
▪ Licence chien	16	2 640
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 000
Service de la dette	18	31 225
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	20 924
Activités d'investissement	21	
	22	1 203 194
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 203 194
	27	5 125 071

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	7 734
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	539
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	101 873
	5	110 146

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	23 391
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	8 697
	9	32 088

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 411
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	960
Taxes d'affaires	12	
	13	2 371
	14	144 605

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	144 605

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	395 556 359 x	0,7108 /100 \$	2 810 173				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	7 043 874 x	0,7108 /100 \$	50 068				
Immeubles non résidentiels	4	44 038 317 x	1,4167 /100 \$	625 209				
Immeubles industriels	5	907 750 x	1,4167 /100 \$	12 860				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles agricoles	8	1 852 962 x	0,7108 /100 \$	14 090				
Total	9			3 512 400	()	()		3 512 400
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10	449 399 262 x	0,0121 /100 \$	54 380				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18			54 380	()	()		54 380

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	449 399 262 x	0,0822 /100 \$	369 422				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27			369 422	()	()		369 422
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 125 071
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	22 500

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	317 274
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	14 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u>2 640</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>4 813 657</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 449 399 262

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1,0711 / 100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	666 737	13 716			56 710	15 837
De secteur	2						
Autres	3	(22 500)					
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	3 060	63			489	129
Autres	5	90 715	2 334			18 109	4 764
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	738 012	16 113			75 308	20 730

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	3 183 202			3 936 202
De secteur	2				
Autres	3	8 175			(14 325)
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	27 484			31 225
Autres	5	1 042 047			1 157 969
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	4 260 908			5 111 071

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	13 374	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2021-12-21	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	5 683 451	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	420 787	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	96 024	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	66 000	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Nicole Bouffard, atteste que le rapport financier de Municipalité de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 19 avril 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Labelle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-20 13:32:45

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	5 837 034	6 443 239	6 065 169
Investissement	2		56 624	71 378
	3	5 837 034	6 499 863	6 136 547
Charges	4	5 347 990	6 452 234	6 338 213
Excédent (déficit) de l'exercice	5	489 044	47 629	(201 666)
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 56 624)	(71 378)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	489 044	(8 995)	(273 044)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		1 102 540	1 162 764
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	364 460)	(445 069)	(385 400)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	17 663)	(33 383)	(32 430)
Excédent (déficit) accumulé	12	(106 921)	241 061	(67 246)
Autres éléments de conciliation	13			132 161
	14	(489 044)	865 149	809 849
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		856 154	536 805

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 407 568	2 216 322
Débiteurs	2	1 888 634	1 766 114
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	125 834	79 783
	5	4 422 036	4 062 219
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	3 632 397	3 721 535
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	750 475	1 334 760
	10	4 382 872	5 056 295
Actifs financiers nets (dette nette)	11	39 164	(994 076)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	13 590 018	14 517 293
Autres	13	88 515	146 851
	14	13 678 533	14 664 144
Excédent (déficit) accumulé	15	13 717 697	13 670 068

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	1 434 462	1 286 290
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Égoûts	17	338 244	318 811
▪ Aqueduc	18	176 385	154 382
▪ Refonte urbanisme	19	63 000	63 000
▪ Investissements futurs	20	460 846	254 824
▪ Budget suivant	21	66 000	102 046
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	1 104 475	893 063
Réserves financières	27	448 510	266 726
Fonds réservés	28	103 283	172 152
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(174 500)	(190 800)
Financement des investissements en cours	30		(497 611)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	10 801 467	11 740 248
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	13 717 697	13 670 068

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 997 596
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 997 596

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 985	87 659
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 477 008	2 282 377
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	520 588	632 888
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	643 015	738 303
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	3 645 596	3 741 227

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	4 906 689	4 994 126	4 856 457
Compensations tenant lieu de taxes	12	124 753	136 363	131 054
Quotes-parts	13			
Transferts	14	194 151	635 767	277 463
Services rendus	15	217 010	221 083	277 727
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	228 431	371 075	341 594
Autres	17	166 000	84 825	180 874
	18	5 837 034	6 443 239	6 065 169
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		28 766	45 723
Autres	22		27 858	25 655
	23		56 624	71 378
	24	5 837 034	6 499 863	6 136 547

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020	Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	857 159	833 801	37 047	870 848	814 435
Sécurité publique						
Police	2	375 940	377 159		377 159	356 482
Sécurité incendie	3	232 739	221 617	56 228	277 845	302 827
Autres	4	19 733	20 316	307	20 623	18 169
Transport						
Réseau routier	5	1 436 188	1 574 097	485 136	2 059 233	2 120 711
Transport collectif	6	17 456	17 350		17 350	16 856
Autres	7					30 682
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	274 241	278 495	329 332	607 827	586 869
Matières résiduelles	9	418 757	464 658	38 752	503 410	414 592
Autres	10	70 540	68 277	2 207	70 484	62 729
Santé et bien-être	11	247 109	247 997		247 997	242 736
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	297 208	247 473	7 996	255 469	168 074
Promotion et développement économique	13	70 741	90 652		90 652	101 920
Autres	14					
Loisirs et culture	15	926 185	857 726	145 535	1 003 261	967 878
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	103 994	50 076		50 076	133 253
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	5 347 990	5 349 694	1 102 540	6 452 234	6 338 213
Amortissement des immobilisations	20		1 102 540	(1 102 540)		
	21	5 347 990	6 452 234		6 452 234	6 338 213

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	56 624	71 378
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	230 539)	(734 796)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	4 450)	(4 373)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	500 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	33 383	32 430
Excédent accumulé	6	144 982	160 536
	7	443 376	(546 203)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	500 000	(474 825)

Extrait du rapport financier, page S18